



Conseil de sécurité

Débat public sur le thème

Femmes, paix et sécurité Women, Peace, and Security

New York, le 25 octobre 2016

Monsieur le Président,

Nous remercions la Fédération de Russie d'avoir organisé ce débat public. La Suisse salue également le rapport du Secrétaire général, qui fournit plusieurs exemples utiles et encourageants et présente un éventail de bonnes pratiques.

En matière de construction de la paix, le bilan de la communauté internationale n'est pas particulièrement positif cette année. Jamais, depuis 1945, il n'y a eu autant de personnes déplacées de force, dont un grand nombre de jeunes filles et de femmes. Les conflits armés se poursuivent en Syrie, au Yémen et en Irak, infligeant d'immenses souffrances aux populations civiles.

Il est indispensable, dans cette période difficile, de privilégier le partenariat avec la société civile en général et avec les réseaux de femmes en particulier. La Colombie est un exemple très parlant du rôle que peuvent jouer les femmes et les réseaux de femmes de la société civile dans l'effort de paix et la consolidation de la paix.

Dans ce contexte, je souhaite remercier l'ONG Groupe de travail sur les femmes, la paix et la sécurité de même que toutes les organisations qui lui sont affiliées pour les efforts sans relâche qu'elles fournissent pour faire progresser le plan d'action Femmes, paix et sécurité ici à New York. Nous apprécions par ailleurs leurs recommandations fondées sur des analyses formulées dans les lettres ouvertes, les points d'action mensuels (« Monthly Action Points, MAP »).

Le plan d'action national (PNA) de la Suisse est un instrument gouvernemental qui prévoit un mécanisme participatif spécial pour la société civile. C'est ainsi que, au cours de la présente année d'application de la troisième version révisée, des organisations de la société civile ont élaboré un rapport de mise en œuvre alternatif.

Le gouvernement tiendra compte de ces conclusions lors de la mise à jour du plan d'action national en 2017. Les rapports de mise en œuvre du PNA sont régulièrement soumis pour contrôle au Parlement.

Concernant la concrétisation des engagements pris l'an dernier, nous souhaiterions souligner les trois points suivants :

Premièrement, la résolution 2242 met l'accent sur la nécessité de favoriser la conduite par les femmes de la prévention de l'extrémisme violent et leur participation à cette prévention. La dimension « genre » fait partie intégrante des programmes de la Suisse en matière de religion et de médiation. Au Maroc, par exemple, la Suisse a mis en place en accord avec les autorités marocaines un espace de médiation ayant pour objectif d'améliorer la situation des femmes, un sujet au centre des tensions entre différents courants idéologiques. Il s'agit ainsi de déconstruire les préjugés entre les courants idéologiques et de dépoliariser la société.

Afin de soutenir le dialogue politique en Libye et les processus d'élaboration de la Constitution, la Suisse a facilité les discussions de groupes de femmes dans des sessions distinctes. Pas moins de 38 groupes de femmes d'horizons divers ont ainsi négocié et rédigé un programme pour la paix, qu'elles ont lancé lors d'une conférence de haut niveau en novembre 2015 à Genève.

Deuxièmement, les groupes armés non étatiques sont des acteurs importants de la mise en œuvre du plan d'action Femmes, paix et sécurité. La Suisse ne relâche pas ses efforts en vue de faciliter le dialogue direct avec ces groupes, qui doivent apprendre à connaître le droit international humanitaire et s'engager à respecter les règles en vigueur, au même titre que les États parties, y compris celles relatives à la violence sexuelle et basée sur le genre (« Sexual and gender-based violence », SGBV).

À cet égard, la Suisse apporte son soutien à l'organisation Women's Initiatives for Gender Justice WIGJ (initiatives de femmes pour la justice de genre). Cette ONG s'attache à réhabiliter et à réinsérer les anciens enfants soldats de l'Armée de résistance du Seigneur en Ouganda et les victimes de violence sexuelle en RDC en leur fournissant soutien psychologique et accès à l'aide médicale. Ce projet contribue également à placer les auteurs de violence sexuelle et basée sur le genre face à leurs responsabilités au regard du droit national et du droit international. À titre d'exemple, la documentation sur les actes de violence sexuelle et basée sur le genre constituée dans ce contexte a pu être utilisée contre deux dirigeants rebelles congolais devant la Cour pénale internationale.

Troisièmement, aux yeux de la Suisse, la violence sexuelle et basée sur le genre est une question capitale qui doit être considérée d'emblée comme une urgence. La Suisse est partenaire de l'Appel à de la SGBV une priorité de son engagement humanitaire à partir de 2017. Il s'agira notamment de favoriser l'accès des victimes à de multiples services, de promouvoir l'intégration de la SGBV dans les différents secteurs de l'aide humanitaire, de renforcer la coordination humanitaire et la sensibilisation topique, et de soutenir les organisations humanitaires partenaires qui œuvrent dans le domaine de la violence sexuelle et basée sur le genre.

Monsieur le Président,

La Suisse reste l'un des donateurs les plus importants d'ONU Femmes. Elle a relevé sa contribution de 25 % à 48 millions de francs pour la période 2015-2017 et, au début de ce mois, a inauguré le Bureau de liaison d'ONU Femmes à Genève.

Ainsi que l'a déclaré le Secrétaire général, les États membres demeurent les acteurs les plus influents de la mise en œuvre du plan d'action, aussi bien en tant que membres des Nations Unies et d'organisations régionales qu'en tant que parties à des conflits, donateurs, fournisseurs de forces militaires et de police dans le cadre d'opérations de maintien de la paix et qu'acteurs politiques dans un conflit ou une région spécifique.

La Suisse est prête à assumer ce rôle et renouvelle son engagement en faveur du plan d'action Femmes, paix et sécurité.

Je vous remercie.

Mr President,

We thank the Russian Federation for the organisation of this open debate. Switzerland would also like to welcome the Secretary-General's report which contains many useful and encouraging examples as well as good practices.

The 'peacemaking balance sheet' of the international community has not been particularly positive this year. We can count more forcibly displaced persons than ever since 1945 – including many women and girls. There are armed conflicts continuing in Syria, Yemen, and Iraq that cause immense suffering among the civilian population.

In these challenging times partnership with civil society, including women's networks, is crucial for success. Colombia is an excellent example to illustrate the role women and women's civil society networks can play in peace efforts and peacebuilding.

In this context, I would like to thank the NGO Working Group on Women Peace and Security and all its member organisations for their tireless efforts to advance the Women, Peace and Security agenda here in New York. We appreciate their analysis-based recommendations in the open letters, the monthly action points.

Switzerland's National Action Plan is a government instrument that foresees a special participation mechanism for civil society. During this last year of implementation of the third revised version, civil society organisations drafted a shadow implementation report that was launched this year.

The government will consider the findings when updating the National Action Plan in 2017. NAP implementation reports are also regularly presented to Parliament for parliamentary oversight.

On the implementation of the commitments made last year, we would like to highlight the following three points:

First, resolution 2242 emphasises the need for leadership and participation of women for the prevention of violent extremism. On the one hand, gender considerations are an integral part of Switzerland's programmes in the area of religion and mediation. In Morocco, for example, it set up a forum in agreement with Moroccan authorities for mediation to help improve the situation of women – a subject that is at the heart of the tensions between the different ideologies. The aim of the forum is to deconstruct the prejudices between these ideologies and to depolarise society.

In an effort to support the Political Dialogue in Libya and Constitutional Drafting Process, Switzerland facilitated discussions in a separate women's track. 38 women's groups with diverse backgrounds negotiated and drafted a peace agenda and launched it at a high-level conference in Geneva in November 2015.

Second, non-state armed groups are important stakeholders for the implementation of the WPS agenda. Switzerland continues its efforts to facilitate direct dialogue with them. Non-state armed groups must learn about international humanitarian law and commit to the rules, as must states parties – including the rules against sexual and gender-based violence.

In this regard Switzerland supports the NGO Women's Initiatives for Gender Justice, which works to rehabilitate and reintegrate former child soldiers of the Lord's Resistance Army in Uganda and victims of sexual violence in the DRC by providing psychosocial support and access to medical assistance. This project also contributes to holding perpetrators of sexual and gender-based violence accountable under national and international law. For example, the documentation of sexual and gender-based violence that was made possible through this project was used against two Congolese rebel leaders at the International Criminal Court.

Third, Switzerland considers sexual and gender-based violence to be a vitally important issue which needs to be taken into consideration from the onset of an emergency. Switzerland is a partner to the Call to Action on protection from GBV in emergencies and will make sexual and gender-based violence (SGBV) a priority topic of its humanitarian engagement from 2017 onwards. This includes fostering access to multiple services for survivors of SGBV, promoting SGBV mainstreaming across humanitarian sectors, strengthening humanitarian coordination and advocacy on SGBV and supporting humanitarian partner organisations working on SGBV.

Mr President,

Switzerland remains one of the most important donors to UN Women and has raised its contribution by 25% to 48 million Swiss francs for the 2015-17 period. This month we inaugurated the new UN Women's office in Geneva.

As stated by the Secretary-General, Member States remain the most influential actors in the implementation of this agenda, in their role as members of the United Nations and regional organisations, but also as parties to conflicts, as donors, as troop and police contributors to peacekeeping operations, and as political players in a specific conflict or region.

Switzerland is ready to embrace this role and renews its commitment to the Women, Peace and Security agenda.

Thank you.